RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail

EXPÉDITION

DÉCISION N° CI-2021-EL-104/19-03/CC/SG

du 19 mars 2021 relative à la requête de Monsieur LEHIE BI KRIBOU Lucien
tendant à la contestation de l'élection de Monsieur KONE Issiaka
dans la circonscription électorale n° 134

AU NOM DU PEUPLE DE CÔTE D'IVOIRE,

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,

Vu la Constitution ;

Vu le Code électoral ;

Vu la loi organique n° 2001-303 du 05 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;

Vu le décret n° 2005-291 du 25 août 2005 déterminant le règlement, la composition et le fonctionnement des services, l'organisation du Secrétariat général du Conseil constitutionnel, ainsi que les conditions d'établissement de la liste des rapporteurs adjoints ;

Vu la décision n° 002/CEI/EDAN/CC du 09 mars 2021 portant proclamation des résultats provisoires des élections des Députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021 ;

Vu la requête de Monsieur LEHIE BI KRIBOU Lucien enregistrée au Secrétariat général du Conseil constitutionnel le 14 mars 2021, sous le numéro 106/EL/2021 ;

Vu les pièces du dossier ;

Ouï le Rapporteur ;

Considérant que, par la requête susvisée, Monsieur LEHIE BI KRIBOU Lucien, candidat à l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021, a saisi la juridiction constitutionnelle d'une demande tendant à l'invalidation du scrutin dans la circonscription électorale n° 134, Bouaflé commune et, par conséquent, l'annulation de l'élection de Monsieur KONE Issiaka, candidat déclaré élu dans la circonscription susvisée avec 6.404 voix, soit 56,49 % des suffrages exprimés contre 4.358 voix, soit 38,44 % des suffrages exprimés en sa faveur ;

Considérant qu'au soutien de sa requête, Monsieur LEHIE BI KRIBOU Lucien expose que les opérations de vote dans la circonscription électorale susvisée ont été émaillées « d'incidents graves qui ont empêché la tenue du scrutin dans plusieurs bureaux » ;

Qu'il expose « qu'en ces endroits, une horde d'individus munis d'armes ont détruit tout le matériel électoral, interrompant de fait, les votes » ; que le vote ainsi interrompu dans ces lieux et bureaux de vote, n'a plus repris ;

Qu'il tire de la publication et de la lecture du tableau des résultats fournis par la Commission Electorale Indépendante (CEI), la conclusion que « le scrutin ne s'est pas bien déroulé dans 25 bureaux de vote avec une population électorale de 8.699 électeurs » ;

Considérant qu'il joint à sa requête une série d'actes qualifiés de « procès-verbal de constat », exposant des photographies d'objets usagés et détruits dans divers endroits de la ville ;

Considérant que l'avis de contestation adressé le 14 mars 2021 à Monsieur KONE Issiaka par le Secrétariat général du Conseil constitutionnel n'a pas provoqué de sa part, de réaction dans le délai requis ;

Considérant, sur la forme, **que** Monsieur LEHIE BI KRIBOU Lucien était candidat à l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021 dans la circonscription électorale n° 134 ; qu'il a la qualité pour agir conformément à l'article 101 alinéa 1 du Code électoral ; que sa requête a été introduite dans les forme et délai légaux ; qu'il y a lieu de la déclarer recevable ;

Considérant, sur le fond, **que** l'alinéa 2 de l'article 101 du Code électoral dispose que : « Le requérant doit adresser sa requête au Conseil constitutionnel en annexant les pièces produites au soutien de ses moyens » ; que Monsieur LEHIE BI KRIBOU Lucien s'est contenté d'évoquer de vagues allégations sans rapporter la moindre preuve des incidents qui auraient contrarié le déroulement du scrutin ;

Que la destruction du matériel électoral qu'il prête à une bande d'individus munis d'armes à feu et de diverses armes blanches n'est corroborée par aucun élément de preuve ;

Que les procès-verbaux de constat dressés par le Commissaire de justice évoquant des incidents et actes de destruction ayant perturbé le scrutin ne révèlent non plus aucun élément de preuve ;

Qu'il résulte de tout ce qui précède, que la requête doit être déclarée mal fondée et rejetée ;

DÉCIDE :

Article premier : La requête de Monsieur LEHIE BI KRIBOU Lucien est recevable en la forme ;

Article 2 : Ladite requête est mal fondée et est rejetée ;

Article 3 : La présente décision sera notifiée à la Commission Electorale Indépendante, aux parties, ainsi qu'à l'Assemblée nationale et publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire ;

Décision délibérée par le Conseil constitutionnel en sa séance du vendredi 19 mars 2021 ;

Où siégeaient :

Mesdames et Messieurs

Jacqueline LOHOUÈS-OBLE	Conseiller, Président d'audience
Ali TOURÉ	Conseiller
Vincent KOUA DIÉHI	Conseiller
Assata KONÉ épouse SILUÉ	Conseiller
Rosalie KOUAMÉ KINDOH épouse ZALO	Conseiller
Mamadou SAMASSI	Conseiller

Assistés de Monsieur CAMARA Siaka, Secrétaire général du Conseil constitutionnel, qui a signé avec le Président d'audience.

Le Secrétaire Général

Le Président d'audience

CAMARA Siaka

Jacqueline LOHOUÈS-OBLE

POUR EXPÉDITION CERTIFIÉE CONFORME À LA MINUTE

Abidjan, le 19 mars 2021

Le Secrétaire général

CAMARA Siaka